

National 3

Que signifie
«défendre la
neutralité suisse»?

Queer 7

État espagnol:
y a-t-il une loi trans
pour tout le monde?

International 9

La gauche
ukrainienne
face à la guerre

International 13

Syrie: nouvelle crise
qui s'ajoute à une
tragédie sans fin

Édito

8 MARS: UN FÉMINISME INTERNATIONALISTE FACE À LA CRISE GLOBALE

Chaque jour nous sommes témoins des destructions monumentales perpétrées par un capitalisme dévastateur, qui harasse vie et nature sur son passage. Les guerres aux quatre coins du monde,

financées par un marché de l'armement globalisé et un impérialisme crasse, témoignent de la violence imposée aux pays du Sud global. Alors que la Syrie, la Palestine, l'Irak, le Soudan, le Kurdistan vivent dans

des contextes de conflit armé perpétuel depuis parfois des décennies, en Europe, Poutine inaugurerait il y a un an, une nouvelle phase de son impérialisme en Ukraine avec l'invasion du 24 février 2022.

Après la pandémie, la marche mondiale capitaliste a réenclenché les machines de l'extractivisme et de la surproduction à plein moteur. Des millions de kilomètres carrés de forêt amazonienne subissent les conséquences de la déforestation. Les effets du dérèglement climatique se démultiplient avec des conséquences désastreuses comme la sécheresse hivernale de 35 jours consécutifs en Suisse romande, qui annonce un été avec des canicules encore plus ravageuses que l'année précédente. ➔

En mouvement

ENTRETIEN: RÉSISTANCE FÉMINISTE EN RUSSIE

Au centre des catastrophes, les femmes continuent d'assurer le maintien des tâches domestiques et de soin : loger, nourrir, habiller, accompagner, soigner les enfants et les plus vulnérables.

Par-delà le travail invisible, les femmes sont aussi en première ligne des révoltes actuelles : initiatrices du soulèvement populaire en Iran, au cœur de la résistance en Ukraine et en Russie, instigatrices des réseaux de solidarité avec la Syrie et la Turquie, elles constituent la clé de voûte des contestations contemporaines. Le féminisme se déploie en tant qu'horizon politique fondamentalement internationaliste et écosocialiste, à même d'allier les questions d'urgence climatique, de justice et de reproduction sociales, et ainsi représente une véritable alternative d'organisation sociale à celle du capitalisme meurtrier et destructeur.

En contrepartie, la contre-offensive réactionnaire s'attaque avec une violence de plus en plus importante aux mouvements féministes et aux droits des femmes et des personnes queer. La répression policière et judiciaire des mouvements organisés se fait de plus en plus forte, tandis que les droits fondamentaux subissent une vague conservatrice de plus en plus violente.

Les attaques sur les droits reproductifs et l'avortement fleurissent non seulement aux États-Unis mais aussi en Suisse, avec deux initiatives de l'UDC qui semblent déterminées à faire reculer nos droits.

Face à ces attaques et au regard de l'urgence sociale et climatique actuelle, la nécessité d'organisation et de mobilisation s'impose à nous. Les mouvements féministes représentent les mobilisations massives les plus importantes en Suisse et à l'international. Le ralliement de l'entier des organisations et partis de gauche radicale dans les brèches mobilisatrices ouvertes par les mouvements féministes ainsi que l'apport d'un soutien politique et matériel à ces derniers devient une priorité politique contemporaine.

Aujourd'hui, l'alternative féministe est la plus importante numériquement mais aussi la plus organisée, raison pour laquelle, le 8 mars, nous serons dans les rues en Suisse et partout où c'est possible.

Carmen Effe Deux

AGENDA

Genève

VE 3 SA 4 MARS
L'USINE CONTRE L'APARTEID ISRAËLIEN

Discussions, ateliers, projections, concerts, DJ-sets, repas palestinien.
L'Usine, Genève

SA 18 MARS
TOUT LE MONDE DÉTESTE L'UDC
Manifestation non autorisée
15h Parc des Croquettes, Genève

Neuchâtel

JE 9 MARS
CONFÉRENCE ÉCOSOCIALISTE
Dans le cadre de la semaine de la durabilité
17h Local d'Unia, av. de la Gare 3

BERNE

SA 4 MARS

STOP À LA GUERRE D'INVASION RUSSE

MANIFESTATION

13 H 30

SCHÜTZENMATTE

| ME 8 MARS : JOURNÉE INTERNATIONALE DES LUTTES FÉMINISTES | | | |
|--|--------|-------------------|---|
| Fribourg | 16h | Gare | Stands |
| | 18h | | Rassemblement, lecture des revendications nationales et action surprise «Vers la Grève du 14 juin!» |
| | 20h | Centre le Phénix | Soirée-discussion : comment faire la grève féministe ? |
| Genève | 17h | Rue Mont-Blanc | Rassemblement et prises de parole |
| | 17h 30 | | Départ du cortège |
| | 19h | | Mise à feu du patriarcat |
| Lausanne | 15h | Pl. de la Riponne | Stands et prises de parole |
| | 18h | | Manifestation |
| Neuchâtel | 18h | Gare | Départ du cortège |

SA 13 MAI

LAUSANNE

JOURNÉE FÉMINISTE ET INTERNATIONALISTE ORGANISÉE PAR SOLIDARITÉS

REJOIGNEZ-NOUS!

Marre de rester simple spectateur-ice-x, envie de participer, d'une manière ou d'une autre, à la construction d'un autre monde? Alors n'hésitez pas, rejoignez solidarités!

→ solidarites.ch/rejoignez-nous

AVEZ-VOUS BIEN PAYÉ VOTRE ABONNEMENT?

Votre journal a besoin de vous! Merci de vous assurer que votre abonnement pour l'année est bien réglé!

→ Sur notre site : solidarites.ch/abonnements

→ Par Twint, en scannant ce QR code



Impressum
Éditeur
Journal solidarités
Case postale 2089
1211 Genève 2
T +41 22 740 07 40
E journal@solidarites.ch
W solidarites.ch/journal

Tirage
5 000 exemplaires
17^e par an
Comité éditorial
Clara Almeida Lozar
Nadida Baddoui
Clément Bindschedler
Joseph Dohier
Cornelia Hummel

Margaux Lang
Pierre Raboud
José Sanchez
Thomas Vochetta
Relecture
Luna Allouf
Nathalie Delbrouck
Anouk Essyad
Clara Fonjallaz

Coéditeuse
Aude Martenot
Guy Rouge
Françoise Mos
Maquette et mise en page
Niels Wehrspann,
avec Behrokh Samimi
Converture
Photo: Eric Roset

Abonnements
Annuel
Étudiant.e.s, chômeur.seuses, AVS/Al...
Soutien
3 mois à l'essai
pour payer:
Demandes d'abonnement et changements d'adresse:
▶ abos@solidarites.ch

fr. 80
40
150
Gratuit!

CCP 17-216950-1
IBAN CH28 0900 0000 1721 6950 1

Contacts régionaux du mouvement
Genève
25, rue des Gares
Case postale 2089
1211 Genève 2
T +41 22 740 07 40
E info@solidarites.ch
W solidarites.ch/genève

Fribourg/Freiburg
Case postale 532
1701 Fribourg
E fribourg@solidarites.ch

Neuchâtel
Case postale 3105
2001 Neuchâtel
T +41 77 502 79 53
E ne@solidarites.ch
W solidarites.ch/ne

Vaud
5 place Chauderon
1003 Lausanne
T +41 79 302 38 34
E vaud@solidarites.ch
W solidarites.ch/vaud

QUE SIGNIFIE « DÉFENDRE LA NEUTRALITÉ DE LA SUISSE » ?

L'application de cette notion présente dans la Constitution fédérale a fait l'objet de nombreuses interprétations suivant les situations historiques. Le mythe de la neutralité propose une représentation du monde et de son fonctionnement.

Il faut s'interroger d'une manière globale et plus fondamentale. Un pays impérialiste, participant à l'exploitation de la force de travail et au pillage des ressources naturelles d'autres pays, étendant son emprise économique et financière sur la majorité de la planète, peut-il être considéré comme neutre ?

En effet la Suisse participe activement à l'organisation et la stabilité d'un ordre mondial capitaliste, à une échelle significative, par l'extension des marchés pour ses propres multinationales et en accueillant de grandes compagnies mondiales de négoce de matières premières. Les activités du groupe Nestlé, par exemple, modifient l'économie, la société et la politique des pays où elles se développent. L'intervention du Secrétariat d'État à l'économie l'année dernière auprès de l'Organisation mondiale du commerce contre une loi sur la santé publique au Mexique relayait ainsi les préoccupations de Nestlé.

D'autres grands groupes helvétiques sont parmi les leaders mondiaux dans la cimenterie, la chimie, la pharma, la finance. L'ensemble de ces activités détermine les conditions de vie de nombreuses populations.

Avec cette perspective, il paraît difficile d'accoler une quelconque neutralité à la Suisse, même si elle est absente des conflits armés par une présence directe.

Neutralité = prospérité ?

Invoquer la neutralité permet d'occulter complètement ce rôle dans l'organisation de l'ordre du monde

et d'éviter les interrogations sur les conséquences de ces activités. Faire des affaires, c'est une action pacifique, même dans les pires dictatures ! Accueillir l'argent du pillage de la nature, de l'exploitation du travail à l'étranger, de la corruption endémique, voilà qui illustre comment est appliqué l'article 54 de la Constitution, demandant que la prospérité de la Suisse soit préservée. Cet article occulte aussi le caractère de classe de notre société, l'accumulation des richesses est accaparée par les capitalistes, principaux bénéficiaires de cette neutralité et de cette prospérité.

La place financière et de négoce des matières premières n'est pas non plus neutre par rapport aux destructions de l'environnement et à l'augmentation de l'usage des énergies fossiles.

Alignement sur l'OTAN

Sur le plan militaire, cette neutralité est aussi spacieuse. Durant la guerre froide, beaucoup de standards de l'armée suisse étaient compatibles avec ceux de l'OTAN (systèmes d'armes, munitions, communications). Après l'éclatement du Pacte de Varsovie et de l'URSS, cet alignement a continué. Entouré par des pays membres de l'OTAN, il est difficile de croire que cet espace neutre puisse être menacé séparément, que ce soit par voie terrestre ou aérienne.

La récente augmentation de 2 milliards du budget militaire est totalement idéologique. La guerre en Ukraine devient un prétexte rêvé pour relancer le nationalisme militaire sous couvert de défendre la neutralité.

Il est d'ailleurs significatif du point de vue de la préservation du capitalisme helvétique que les articles 173 et 185 de la Constitution associent la neutralité à la sécurité intérieure et à la défense face « *aux troubles existants ou imminents menaçant gravement l'ordre public* ».

Neutralité = pas de sanctions ?

La pression pour s'aligner sur les grandes puissances occidentales (USA, UE) pousse une partie de la classe politique à adopter de nouvelles positions, comme la présence de la Suisse dans le Conseil de sé-

curité de l'ONU. L'application des sanctions décidées par l'UE contre la Russie provoque aussi des réactions divergentes, bien que ces mesures soient appliquées avec parcimonie : retard dans la décision d'appliquer les sanctions, blocage des avoirs russes dans des banques insignifiant (6-7 milliards sur 150-200 milliards), commerce florissant du gaz, du pétrole et de l'acier russes, commerce record de l'or russe en août 2022, commerce record du charbon en 2022 (la Russie est parmi les premiers mineurs mondiaux : 441 millions de tonnes en 2019).

Il s'agit simplement de continuer à faire des affaires avec celui qui se présente au guichet (et les Russes sont de très bons clients) ou d'esquiver la condamnation de l'impérialisme russe. Ainsi il est alors parfaitement possible de se cacher derrière la feuille de vigne de la neutralité.

Nous sommes favorables à toutes les pressions et prises de position allant dans le sens de la justice sociale, de l'expropriation des grandes fortunes issues de la spoliation des peuples ou des responsables des guerres et des crimes contre l'humanité. Rester « neutre », fermer les yeux sur les exactions et les destructions guerrières, économiques, environnementales revient à devenir complice d'un ordre mondial profondément injuste.

Sortons de la neutralité, en nous engageant activement pour un avenir sans oppression ni exploitation.

José Sanchez

Lorsqu'un fleuron de l'économie suisse détruit et pollue une région entière en empoisonnant la population indigène, puis attaque le gouvernement local en justice avec le soutien de traités signés par la Suisse, c'est parfaitement « neutre ». Manifestation du peuple Wayuu à Bogotá pour dénoncer les décès prématurés d'enfants vivant aux abords de la mine de Cerrejón, propriété de Glencore.



Nicolò Filippo Rosso



Martin Bichsel

Si les initiatives pour la gratuité des transports publics sont bloquées ou ignorées par les autorités, le Conseil fédéral n'hésite pas à proposer de financer l'extension du réseau routier à coup de milliards. Dépôt de la pétition «Des milliards pour le climat, pas pour des autoroutes!», Berne, 7 novembre 2022

National **Écologie** TRANSPORTS PUBLICS GRATUITS

DÉNI DÉMOCRATIQUE CLIMATICIDE

Ces dernières années, une nouvelle vague d'initiatives pour la gratuité des transports publics, essentiellement romande, relance une question posée pour la première fois à Bâle en 1972. Les réponses des cantons et des villes varient. Retour sur une situation pour le moins confuse.

La première de cette série d'initiatives pour des transports publics gratuits est déposée en février 2018 dans le canton de Neuchâtel. Viennent ensuite les dépôts dans le canton de Fribourg en décembre 2020, en ville de Berne en mai 2021, dans le canton de Vaud en janvier 2022 et en juillet 2022 à Genève. Si l'objet avait pu être librement voté auparavant, l'ajout dans la Constitution suisse d'un nouvel alinéa en février 2014 puis sa mise en vigueur en janvier 2016 met en péril la potentielle gratuité des transports.

Invalidations en cascade

L'article 81a al. 2 de la Constitution stipule en effet que «*Les prix payés par les usagers des transports publics couvrent une part appropriée des coûts*». Le Conseil municipal de la ville de Berne, se basant sur une interprétation littérale du texte, in-

valide l'initiative début 2022. Il est suivi par le Canton de Fribourg en mai 2022 et, ce mois de février 2023, par l'Exécutif cantonal genevois.

Chaque invalidation est justifiée par l'interprétation proposée par le professeur d'université zurichois Felix Uhlmann. Aucun autre avis de droit n'est demandé et les autorités pointent du doigt les précédentes invalidations pour justifier leurs décisions. Cette situation est particulièrement consternante à Genève, où le Conseil d'État est tenu par une majorité rose-verte.

Lueur d'espoir et indifférence

Le seul canton qui voit son initiative validée est Vaud. Le Conseil d'État vaudois a préféré se baser sur une autre interprétation ainsi que sur la loi fédérale qui réglemente les tarifs des entreprises de transport. Cette dernière permet

aux Cantons et Communes de demander des réductions de tarif tant qu'ils-elles en assument les coûts. Dans cette perspective, les Cantons et villes de Suisse sont libres de demander la gratuité à condition de la financer. Cette validation, postérieure aux invalidations bernoise et fribourgeoise, n'a manifestement pas contribué à motiver les autorités genevoises et neuchâteloises à se positionner de manière similaire.

Dans le canton de Neuchâtel, la situation est même pire, puisque le Conseil d'État neuchâtelois ignore simplement l'initiative, refusant de la traiter. C'est pourtant la première initiative de ce genre à avoir réuni le nombre requis de signatures en Suisse romande. Ce dossier indésirable sommeille ainsi depuis cinq ans dans les placards du Canton et ce sans aucun égard pour les 4676 signataires, tout en faisant fi des délais légaux de 2 ans et demi. Pour

protester contre le dédain des autorités, les initiateur·x·s ont manifesté le 23 février dernier en distribuant des billets de transports publics gratuits symboliques.

Pourquoi interdire la gratuité ?

L'ajout de l'art 81a al.2 provient d'un contre-projet direct adopté en 2014. L'initiative initiale lancée par l'Association transports et environnement prévoyait une nouvelle répartition de l'impôt sur les huiles minérales à parts égales entre le secteur routier et les transports publics après déduction de la part revenant à la Confédération.

Si l'initiative avait été acceptée, 800 millions de francs de plus auraient été ajoutés au budget des projets d'extension ferroviaires. Ne voulant pas couper les fonds routiers, le contre-projet direct propose de créer un fonds ferroviaire avec de nouvelles taxes et d'ajouter l'alinéa 2. Le Conseil fédéral craint en effet que si la mobilité est trop bon marché, la demande augmentera de manière trop importante et étouffera le système. Si on ne peut qu'être consterné·e face à cette politique du pas à pas et la volonté manifeste de ne pas effectuer de transfert route-rail trop rapide malgré l'urgence climatique déjà présente il y a 10 ans, l'article sera ajouté et accepté en votation.

Recours au Tribunal fédéral

Face à l'invalidation prononcée, le comité d'initiative fribourgeois a déposé un recours auprès du Tribunal fédéral (TF) en juillet 2022. Le comité genevois a également déposé un recours dans le but de suspendre la décision de l'Exécutif dans l'attente du jugement du TF.

Si le rail ne peut pas être gratuit selon la Constitution, les transports publics régionaux (bus et trams notamment) n'étaient pas visés par les modifications du contre-projet. En dépassant l'interprétation strictement littérale et en prenant compte du contexte, de la volonté des législateur·ice·x·s et des liens avec les autres articles du contre-projet, les invalidations perdent tout sens et témoignent de la volonté politique de se débarrasser d'une initiative qui propose un projet écologique et social.

Les différents comités d'initiative espèrent que le TF saura prendre en compte les différents éléments du recours fribourgeois et ne laissera pas les efforts de récolte témoigner en vain de la volonté populaire de transports publics gratuits.

Clément Bindschaedler

VOTEZ POUR NOS CANDIDATES ENGAGÉES SUR LE TERRAIN!

Trois questions à trois camarades sur la liste unitaire Ensemble à Gauche solidarités - PDT - DAL (liste 6) pour l'élection au Grand conseil.



MARIE LEBLANC-RIGAL

Peux-tu te présenter en quelques mots ? Née au Chili, ayant vécu à Cuba et en France, je suis installée à Genève depuis plus de 10 ans maintenant. Après des années dans le milieu médical et une reconversion, je suis assistante sociale au sein d'une association. Je suis également mariée, mère de famille, et tout récemment grand-mère. Bien que discrète, je m'engage avec mes propres moyens dans les différentes luttes sociales, féministes, syndicales et au sein de solidarités.

Qu'est-ce qui te donne la force de continuer la lutte ? Aujourd'hui, si je suis candidate sur la liste 6, c'est avant tout car je soutiens un programme résolument social, féministe, écologique et contre toute forme d'injustice, et qui a l'avantage d'être porté non seulement par des élu·e·s, mais aussi par un grand nombre de personnes qui œuvrent chaque jour sur le terrain, dans la rue et dans différents mouvements. Des personnes qui par leur engagement, leur métier, connaissent la situation des personnes les plus fragilisées, sont plus proches de leurs besoins et de leur réalité, surtout en ces temps de crise sociale.

Quelle serait ta priorité pour la prochaine législature ? Durant la prochaine législature, plusieurs thématiques restent prioritaires selon moi : le féminisme, car malgré des années de luttes nous ne sommes pas encore parvenu·e·s à une réelle égalité. La lutte contre l'injustice sociale parce qu'un trop grand nombre de personnes reste encore en marge. La pauvreté et la précarité, le sans-abrisme, le surendettement... Le regard que l'on porte sur les étranger·ère·s et les réfugié·e·s et, bien sûr, la cause écologique car il nous reste peu de temps pour tenter de sauvegarder notre planète.



ZORA HOLZER

Peux-tu te présenter en quelques mots ? Je suis au collège en quatrième année et active dans plusieurs collectifs luttant pour la justice climatique et sociale tels que la Grève du Climat et le collectif Breakfree, mais aussi dans d'autres groupes contre la gentrification et pour l'accès aux terres.

Toi qui est militante de terrain, qu'est-ce qui te motive à tenter l'institutionnel ? Lutter et porter nos revendications le plus loin possible ne sera faisable que si on se diversifie et si on est actif·ve·x sur plusieurs fronts : l'institutionnel en fait partie. On peut observer aujourd'hui que la gauche majoritaire au parlement mène une politique décevante. La présence de « représentant·e·x » de certains mouvements sociaux au sein du Grand Conseil permettrait de relayer les revendications de ceux-ci. Il ne faut pas négliger non plus que la politique institutionnelle reste un lieu de pouvoir qu'il faut investir.

Qu'est-ce qui pousse à s'engager aussi tôt dans la militance ? J'ai commencé à m'engager en 2019. Au fur et à mesure que les mois se sont écoulés, j'ai continué à m'engager, et j'ai surtout rencontré des dizaines de personnes. Des personnes motivées, souriantes, engagées qui m'ont permis d'y trouver un côté rassurant et réconfortant. Avec du recul, je réalise que j'ai commencé à m'impliquer lorsque je ne trouvais plus de sens dans mon quotidien de collégienne, et que j'avais besoin d'avoir de nouvelles perspectives. Mon engagement prend aujourd'hui de multiples formes qui me permettent de me projeter et de continuer à avoir de l'espoir en luttant à côté de mes camarades déterminé·e·x à exiger un changement de système global et la sortie du capitalisme.



VALENTINE FUETER OHANESSIAN

Peux-tu te présenter en quelques mots ? J'enseigne à mi-temps à l'ECG Ella-Maillart l'introduction au droit dans une perspective critique et j'ai quatre enfants en garde partagée. Ensuite, je m'implique dans le collectif des enseignant·e·x pour le climat et la biodiversité, qui œuvre pour une école engagée pour la justice climatique et sociale, et dans le collectif Breakfree, qui lutte notamment pour stopper l'expansion des énergies fossiles et pour la régulation de la finance. Par ailleurs, habitant à proximité, je suis également active au centre d'hébergement de migrant·e·x de la Seymaz.

Quels rôles ont à jouer l'école et les enseignant·e·x dans la lutte pour le climat ? En tant qu'enseignant·e·x engagé·e·x, nous pouvons certes user de notre marge de manœuvre... mais c'est insuffisant ! L'école ne bouge pas, alors qu'elle a une grande responsabilité, puisqu'elle forme la jeunesse de notre société. Dernièrement, des jeunes à Bâle et à Zurich ont occupé des écoles disant : « *La Terre brûle, l'école dort ! Nous sommes formé·e·x pour un système capitaliste qui n'a pas d'avenir ! À qui est l'école ? ELLE EST À NOUS !* » L'école devrait effectivement être au service des étudiant·e·x et d'un avenir souhaitable pour touxtes, ici et ailleurs !

Quelles mesures as-tu envie de mettre en avant durant cette campagne ? Toutes celles qui permettent de centrer l'action publique sur l'urgence sociale et climatique et qui renforcent la démocratie, comme le droit de vote et d'éligibilité dès 16 ans.

Propos recueillis par Clément Bindschaedler

DÉMOCRATISONS ENFIN LES INSTITUTIONS PUBLIQUES GENEVOISES!

Le 28 février passé, EàG annonçait le dépôt de deux projets de loi visant à modifier la loi sur l'organisation des institutions de droit public et la loi sur les commissions officielles. Retour sur les problèmes actuels et le projet de notre groupe de travail santé-social.

En octobre 2021, une mère d'un enfant autiste résidant au foyer de Mancy dénonce publiquement des cas de maltraitance institutionnelle. Après avoir échangé maintes fois avec les éducateurs-trices et leur hiérarchie directe sans constater d'amélioration en profondeur, elle décide de contacter la presse. Depuis, cette affaire et de nombreuses autres au profil similaire sont décortiquées par les médias et les politiques de tous bords. En réaction, la magistrate en charge du dossier utilise quelques personnes comme fusibles, en leur faisant porter la responsabilité de ses propres manquements, instaurant ainsi un climat de peur dans tous les services concernés.

En conséquence, aucune réponse systémique n'est apportée, en dehors de la création d'un organe de surveillance. Pourtant, les nombreuses enquêtes à ce sujet nous montrent que le personnel et les proches aidant-e-s ont

essayé de faire remonter les informations. Bloqués par de nombreuses strates hiérarchiques ainsi que par des jeux de pouvoir politique, iels n'ont pas été entendu-e-s.

C'est avec ce type de situation en tête que le groupe de travail santé-social de solidaritéS, auquel se sont joints quelques camarades de la coalition EàG, a déposé cette semaine deux projets de modification de loi au Grand Conseil.

Le premier demande la systématisation de représentant-e-s du personnel et d'usager-ères ou proches aidant-e-s dans les conseils d'administration du grand Etat (le grand état est le secteur subventionné : hôpital, institutions sociales et autre entités autonomes mais subventionnées principalement par l'état et relié à lui par des contrats de prestations). Le deuxième exige une meilleure représentation du personnel et des usager-ère-s dans les commissions officielles,



Grève des assistant-e-s en soins et santé communautaire (ASSC), Genève, 23 novembre 2022

la publicisation des recommandations et des rapports si la commission l'estime nécessaire, le droit à l'autosaisine et l'obligation de réponse du Conseil d'Etat à toute interpellation des commissions.

Ces projets sont conçus comme un premier pas vers la fin de la verticalité a fait d'énormes dégâts dans les institutions publiques. Et

un autre vers la démocratisation de l'ensemble de nos institutions, pour en faire un bien commun cogéré par – et au service de l'ensemble de la population, qui en aura besoin pour mener les ruptures fondamentales qui s'annoncent en s'assurant que celles-ci soient menées dans l'intérêt général et par les premier-ère-s concerné-e-s.

GT santé-social

Vaud Féminisme FOLKLOR

À QUAND DES NUITS SÛRES?

Suite à la dénonciation d'une agression homophobe et violente par son staff le 19 février, le Folklor Club, boîte de nuit à Lausanne se retrouve une nouvelle fois au centre du débat sur la vie nocturne. La question se profile à nouveau : comment rendre les nuits lausannoises plus sûres? Et surtout, quels changements structurels mettre en place?

Suite à différents scandales, le Folklor a décidé systématiquement de jouer la carte de la plainte pour diffamation contre des personnes dénonçant des violences au sein du club. Ce n'est que pure intimidation des victimes et une résistance horrible au changement, malgré quelques avancées l'année dernière. Dans ce cadre, faut-il accepter que la ville de Lausanne, avec son blason progressiste, choisisse de favoriser ce genre d'espace avec

un loyer préférentiel? Et dans une perspective plus large, quel siècle faudra-t-il attendre pour avoir droit à une gestion de la sécurité dans les lieux de vie nocturnes sans discriminations et sans violences auto-générées?

Les milieux queer-féministes tentent pourtant depuis bien longtemps de trouver des alternatives, en plus de tout bonnement éviter ces lieux. Depuis quelques temps, des Teams Care apparaissent pour

soutenir et gérer les situations liées à des conflits, malaises ou agressions dans les soirées.

Marre.

Malheureusement, les Teams Care à elles seules ne peuvent pas remettre en cause le recours systématique au policiage dans les soirées. À force de pousser des politiques absolument sécuritaires dans les clubs et à leur entrée, c'est un cycle de violence qui prend place.

Comme pour la question policière, cela nous demande de réexaminer les logiques propres au bien-être en soirée. Il nous semble évident que pour une multiplicité de raisons, la question de la sécurité et de la formation du personnel de sécurité est complexe et demande du travail.

Nous pensons pourtant qu'il est important que des moyens soient mis en œuvre et des alternatives explorées pour améliorer l'expérience et assurer la sécurité des noctambules. Teams Care, désescalade de violence, prévention sur les consommations et le harcèlement, et plus encore. En attendant, il reste indécent et révoltant que la ville subventionne des espaces qui ne font pas partie du changement.

Al S. Gutierrez Seb Zürcher



Première manifestation LGBTQI+ dans l'État espagnol, Barcelone, 1977

Queer International État espagnol

Y A-T-IL UNE LOI TRANS POUR TOUT LE MONDE?

Le 16 février, le Congrès des député·e·s espagnol a approuvé la « Loi pour l'égalité réelle et effective des personnes trans et pour la garantie des droits des personnes LGBTI », connue sous le nom de Loi Trans (*Ley Trans* en castillan). Son approbation a donné lieu à une intense bataille politique dans un contexte de violence croissante et de remise en cause des réalités trans.

Sortir d'un modèle pathologisant

Si nous, activistes transféministes et queer de l'État espagnol, célébrons l'adoption de la loi trans, c'est parce que ses racines se trouvent dans la lutte inlassable du mouvement trans. Elle est le résultat de la nécessité d'extraire de la vie des personnes trans un modèle disciplinaire, médicalisé et violent, incapable de prendre en compte toute leur diversité, et de les reconnaître comme des sujets de droit et autonomes.

Les processus administratifs soutenant la reconnaissance de l'identité trans en Espagne avaient été préalablement définis dans la loi 3/2007, qui réglementait la rectification du sexe des personnes inscrites au registre national. Cette loi normalisait un processus de tutelle médicale, de psychiatrie et de traitement

hormonal obligatoire pour les personnes trans. Ainsi, le diagnostic de dysphorie de genre, le traitement hormonal pendant au moins deux ans et/ou la chirurgie de réassignation sexuelle étaient les mécanismes institutionnels par lesquels une personne trans pouvait être reconnue comme telle par l'État.

Le caractère obligatoire de ces mécanismes, considérés comme la seule façon d'accepter l'identité trans, implique la réification des corps trans, facilitant une lecture fonctionnelle qui garantit leur assimilation dans l'ordre social et dans un genre établi. Un corps trans était donc légalement lu comme un corps déviant, un corps erroné, dans lequel la dissonance entre les lectures sexuées et genrées devait intervenir et être corrigée par la modification médicale du corps. Un refus de ces exigences impliquait la négation de l'identité trans, la

marginalisation et l'exclusion systématique des sujets dissidents de la pleine citoyenneté.

Le droit trans: une politique du corps

L'approbation de la nouvelle loi signifie un changement de paradigme sur les questions trans. Ses avancées en termes de dépathologisation et de reconnaissance des droits des dissidents en font une action de justice réparatrice, qui élargit la vision du spectre trans, reconnaît la diversité des corps et des expressions de genre, et étend le droit à décider sur son propre corps. Ces éléments impliquent une remise en question des bases cis-hétéronormatives et patriarcales qui soutiennent le mode de production capitaliste qui ordonne nos sociétés – la famille, la division sexuelle du travail, la reproduction biologique, etc.

Sans tomber dans les idéalizations de la norme, la loi trans rompt avec l'exigence implicite d'une correspondance entre les catégories de sexe, de genre et d'orientation sexuelle ; et en même temps, elle reprend le caractère social, historique et situé du genre et donc de la lecture sexuée des corps. La reconnaissance de droits formels permet non seulement aux personnes trans de se rapprocher de conditions de vie dignes, mais aussi de progresser vers des droits pour touxtes, marquant un avant et un après dans les politiques sur le corps. C'est là que réside le potentiel de la loi et l'importance de la victoire politique du mouvement trans et de ses alliés, une victoire à défendre bec et ongles contre les offensives réactionnaires, conservatrices et régressives.

Réforme et révolution

La reconnaissance politique des progrès de la loi trans et sa célébration n'impliquent pas une lecture non critique de la loi ; il faut être conscient·e·s de ses limites pour pouvoir les dépasser. En ce sens, il est important de garder à l'esprit deux éléments :

① Les questions trans ne peuvent être réduites aux politiques identitaires : il faut des changements structurels concernant les conditions matérielles liées aux existences trans, pour éliminer les barrières du quotidien. De la santé à l'éducation, des droits du travail à l'accès au logement, etc.

② La non-reconnaissance des personnes non binaires, la non-prise en compte des droits des mineurs de moins de 14 ans, la non-reconnaissance de l'égalité des droits des migrant·e·s trans soumise·s à la violence du droit des étrangère·s sont de graves carences juridiques. Celles-ci questionnent le modèle cisgenre normativisé, les impacts des politiques frontalières sur les corps des migrant·e·s dont les droits sont souvent judiciarisés, à défaut de les protéger.

La loi trans est une loi à célébrer, qui nous permet d'avancer et qui est nécessaire, sans oublier que nous voulons le pain et les roses : nous n'avons pas l'intention de renoncer à quoi que ce soit et nous avons l'intention d'aller bien au-delà de cette loi, parce qu'elle n'est pas suffisante et encore moins quand nous parlons d'améliorer la vie d'un collectif avec un taux de chômage de 80 % dans l'État espagnol. Ensemble et organisé·e·s, nous rendrons cela possible.

Joana Bregolat
Traduit du castillan par Clara Almeida Lozar ■

UN SOULÈVEMENT FÉMINISTE INTERSECTIONNEL ET RÉVOLUTIONNAIRE

Jina (Mahsa) Amini, jeune femme kurde de 22 ans tuée par la police des mœurs pour « tenue indécente », cristallisait simultanément plusieurs oppressions – genre, ethnie et classe – dans son identité, ce qui fait que la récente révolte se distinguait ainsi des précédentes par cette intersection. Ses funérailles se sont transformées en une manifestation publique protestataire avec le slogan « *Femme, vie, liberté* », inspiré par la lutte des femmes kurdes au Rojava en Syrie.

Il est ainsi le fruit de plus de quatre décennies de lutte inlassable des femmes kurdes contre toute forme d'autoritarisme, de capitalisme, de colonialisme, d'interventions impérialistes, de gouvernance nationaliste, d'extrémisme religieux et de violence socio-politique, qui a maintenant été capable de traverser ses frontières locales.

La magnifique performance des femmes kurdes le jour de ses funérailles au Kurdistan (le point de départ du récent soulèvement révolutionnaire) qui ont agité leurs foulards et transformé le symbole de l'oppression étatique en un drapeau de lutte féministe, criant des slogans radicaux, n'était pas un hasard. Elle est l'héritage d'une tradition de résistance et d'organisation au Kurdistan, ainsi que celui de la lutte des femmes, transmis de génération en génération malgré la répression brutale. Au cours des dernières semaines meurtrières et sanglantes, les forces militaires au Kurdistan ont effacé le slogan « *Femme, vie, liberté* » des murs des villes kurdes, en y écrivant « *Femme, chasteté, honneur* », « *Homme, gloire, autorité* », ce qui montre à quel point le régime est effrayé par le caractère féministe et intersectionnel de ce soulèvement révolutionnaire. En effet, les femmes sont considérées comme une menace potentielle pour le

fondement islamique du régime car le hijab obligatoire féminin fait partie de l'identité-même de la République islamique.

Les mobilisations pré-insurrectionnelles contre la violence faite aux femmes au Kurdistan et contre le voile obligatoire dans les grandes villes du pays ont permis de politiser les questions sociales, de sensibiliser l'opinion publique à la question du genre et de la relier à un espace plus large de contre-pouvoir au régime.

Ainsi, pour la première fois dans l'histoire de l'Iran, se produit un soulèvement populaire à caractère féministe qui au-delà de la lutte pour la liberté de choix des femmes concernant leur corps, se bat également pour renverser la

dictature islamique nationaliste militaire néolibérale. D'une part, au niveau mondial, la participation active des femmes dans le récent soulèvement en Iran a remis en question les images orientalistes et coloniales des femmes vivant dans les pays islamiques en tant que victimes naturelles et leur a une fois de plus rendu l'agentivité. D'autre part, au niveau national, les femmes appartenant à des groupes ethniques minoritaires, surtout kurdes et baloutches, déconstruisent les hiérarchies ethniques qui les assignent à des peuples non civilisés, arriérés et incapables de proposer une politique émancipatrice de manière autonome.

Somayeh Rostampour

Manifestation de la diaspora iranienne, Bruxelles, 20 février 2023



SOUTIEN AUX ORGANISATIONS INDÉPENDANTES ET RÉSEAUX MILITANTS DE L'INTÉRIEUR!

A lors qu'en exil, l'opposition de droite se rassemble autour de Reza Pahlavi, le fils du dernier shah, une vingtaine d'organisations syndicales et civiles indépendantes luttant en première ligne sur le terrain ont, le 15 février, publié une déclaration importante. Elles ont été rejointes par de nombreuses associations étudiantes, universitaires et par des réseaux militants du pays. Ce texte lie les revendications démocratiques (abolition de la peine de mort et de la torture, liberté d'organisation, etc.), féministes, LGBTQI+, écologistes, sociales, ainsi que de défense des minorités nationales et religieuses.

La déclaration réclame notamment la saisie des biens accaparés par les dignitaires du régime et dénonce les spoliations subies par les Iraniens sous le régime monarchique puis celui des mollahs. Ce manifeste exige aussi l'instauration d'une démocratie radicale, par en bas. Il constitue un appel à lutter pour un projet radical de transformation sociale.

Ces revendications sont incompatibles avec le régime actuel, mais elles le sont aussi avec le projet réactionnaire, libéral, patriarcal, grand perse et autoritaire porté par Reza Pahlavi et consorts. D'ailleurs, les réseaux monarchistes ont attaqué violemment ce manifeste.

Il est du devoir des militant·e·s anticapitalistes et révolutionnaires de soutenir l'expression radicale et la lutte contre la République islamique, ainsi que de dénoncer les menées impérialistes des grandes puissances et des forces réactionnaires iraniennes. L'issue du soulèvement en cours est déterminant pour l'ensemble des peuples qui luttent contre les fondamentalismes religieux, les États autoritaires et dictatoriaux, ainsi que contre les puissances impérialistes.

Babak Kia
Version longue sur notre site



Plusieurs manifestations ont eu lieu en Suisse à l'occasion de l'anniversaire de l'invasion russe. Genève, 25 février 2022

International **Ukraine**

LA GAUCHE UKRAINIENNE FACE À LA GUERRE

L'unité de la résistance massive de la population ukrainienne face à l'invasion russe est admirable et doit être soutenue. Mais on ne peut pas faire l'économie d'une critique de la politique menée par le gouvernement. La gauche ukrainienne s'attèle à cette double tâche.

Face aux intentions génocidaires de l'invasion russe, toutes les forces civiques et politiques qui s'identifient avec l'Ukraine et sa population, y compris les syndicats et les organisations de gauche, se sont engagées dans une résistance sans faille contre l'envahisseur. Indépendamment des désaccords politiques, la société ukrainienne est soudée par un consensus profond : pour parvenir à la paix, il est nécessaire d'expulser l'armée russe de l'ensemble du territoire du pays.

Il n'empêche que les difficultés extrêmes dans lesquelles se débat le pays, tout accaparé qu'il se trouve par la défense du territoire, méritent un éclairage politique. L'économie ukrainienne est tombée dans une profonde récession : en une année de guerre, le PIB du pays a diminué d'un tiers. Les revenus ont chuté en raison de la forte inflation. Seuls 60 % des Ukrainien-ne-s ont pu garder leur

emploi, dont 35 % seulement à temps plein. De nombreuses personnes ont perdu non seulement leur travail, mais aussi leur maison et leurs proches. Le nombre de victimes civiles s'élève à plusieurs dizaines de milliers, sans compter les pertes militaires qui dépassent sûrement 100 000 hommes. Selon les données de décembre 2022, le montant total des dommages infligés aux infrastructures est estimé à 138 milliards de dollars. Plus de 150 000 bâtiments d'habitation, 3000 établissements scolaires et 1150 institutions médicales ont été détruits.

Démantèlement antisocial

Dans le même temps, les autorités ukrainiennes ont entrepris des réformes antisociales, avec la suspension d'une grande partie du Code du travail et des droits qui y sont inscrits. Au lieu de concentrer leurs efforts dans une adaptation de l'économie aux nécessités de la

guerre, elles ont lancé un vaste programme de privatisation et de libéralisation, offrant 420 entreprises d'État aux investisseurs. Le pays se retrouve ainsi sous dépendance de l'aide extérieure, ce qui risque de l'exposer à la « prérogative » d'élites occidentales d'exercer une influence disproportionnée sur les décisions politiques, diplomatiques et militaires de l'Ukraine.

Après la guerre, le pays sera confronté à la tâche colossale de faire face aux énormes destructions et de relancer l'industrie. Les plans de reconstruction dont nous avons connaissance préconisent la marchandisation des soins en santé, la privatisation totale des actifs de l'État et des coupes dans le budget des services publics et des prestations sociales. Au nom de dogmes néolibéraux détachés de la réalité, le gouvernement sape donc la souveraineté économique et politique pour laquelle les Ukrainiens ordinaires sont en train de se battre.

Refus des aides antisociales

C'est dans cette bataille pour la dignité que la gauche ukrainienne s'engage aux côtés de la population. Mais comment être « de gauche » dans un pays en guerre ? Avec le poids de l'héritage soviétique, il n'est pas évident de se déclarer comme tel en Ukraine. D'un côté, le régime soviétique était aussi celui de la domination impériale russe, discréditant le socialisme comme une idéologie intrinsèquement liée à l'oppression nationale, aux opérations génocidaires et à la terreur politique. De l'autre, la « dictature du parti » a rendu impossible toute auto-organisation des travailleurs-euses par le bas, étouffant dans l'œuf les tentatives d'action collective. Le capitalisme sauvage des années 1990-2000 a définitivement transformé l'Ukraine en une terre brûlée en matière de défense collective des droits sociaux.

Dans ce contexte, il faut souligner la mobilisation de Sotsialny Rukh (SR, Mouvement social). Cette jeune organisation politique de gauche est restée active et s'est même renforcée après le début de l'invasion, affichant l'objectif de soutenir les salarié-e-s dans leurs efforts d'auto-organisation. Les membres de SR participent activement et sans ambiguïté à la résistance contre l'envahisseur, armée et non-armée. Parallèlement, toutes les demandes de soutien militaire, financier et diplomatique à l'Ukraine que soutient SR sont assorties du refus qu'elles soient soumises à des conditions à caractère néolibéral et antisocial. Le SR mène un plaidoyer pour obtenir l'annulation de la dette extérieure de l'Ukraine afin de garantir que les Ukrainien-ne-s, lorsqu'ils-elles auront reconquis leur indépendance vis-à-vis de l'agresseur russe, ne se retrouvent piégé-e-s dans une dépendance néolibérale.

Avec des militant-e-s syndicaux-ales, le SR a également lancé une campagne contre les lois attaquant les protections sociales. L'organisation incite ses allié-e-s dans le monde à faire pression, à l'échelle internationale, pour que l'Ukraine respecte ses engagements à l'égard des normes de droit social et du travail. Ils-elles exigent aussi que la reconstruction d'après-guerre ne se fasse pas au profit des oligarques et des entreprises, ni au détriment du peuple ukrainien. Une position qui entend ne lâcher aucun de ses deux fronts : contre l'agression russe, et contre l'agression des mesures antisociales du gouvernement ukrainien.

Hanna Perekhoda
Paru dans *Politis* n° 1746 (22 février 2023).
Coups et adaptation de la rédaction

RÉSISTANCE FÉMINISTE EN RUSSIE

Après un an de guerre en Ukraine et à l'approche de la journée internationale de lutte pour les droits des femmes, nous avons discuté avec Mira et Bella, du Mouvement socialiste de Russie (RSD, Secrétariat unifié), et Liliya Vezhevato, l'une des coordinatrices de la Résistance antiguerre féministe (FAS).

Quelles formes de résistance à la guerre en Ukraine existe-t-il en Russie aujourd'hui ?

Mira : La résistance peut être divisée en trois branches. La première, la plus sûre, est la couverture de la façon dont la guerre affecte la société russe, la résistance à la propagande de Poutine. Ainsi, les informations se diffusent dorénavant plus activement sur Telegram : sur les blogs personnels de personnes célèbres et sur les chaînes spécialisées sur le sujet, comme *Névoïna* (Non-guerre). Néanmoins, il convient de noter que la sécurité de cette méthode de résistance ne peut être discutée qu'en comparaison avec d'autres.

La diffusion de « *désinformations sur l'armée de Russie* », qui relève souvent du simple constat, est punie par la justice. Par exemple, l'ancien député municipal et homme politique Ilya Iashine a été emprisonné uniquement pour avoir raconté (sans déclarations directes sur l'authenticité) la version généralement acceptée de ce qui s'est passé à Boutcha. Cependant, on ne constate pas tant de poursuites pénales, alors qu'il y a des centaines de milliers de personnes qui republient la cruelle vérité.

La deuxième forme de résistance sont des actions visant à exprimer la protestation. Un exemple frappant est celui des actions de FAS. Coller des dépliants, envahir les espaces « non politiques » comme les groupes WhatsApp du quartier ou les épiceries. Tout cela devrait augmenter la visibilité de la dissidence pour les citoyen-ne-s apolitiques et soutenir les personnes opposées à la guerre. Établir la sécurité d'une telle méthode de résistance est assez difficile, car, d'une part, il faut mobiliser massivement les militant-e-s pour que l'action soit vraiment visible, et

d'autre part, leur dire comment agir avec prudence.

Ainsi, Sasha Skotchilenko est maintenant emprisonnée pour avoir participé à l'action « Mariupol 5000 », lorsqu'elle a été dénoncée par des citoyen-e-s « vigilant-e-s » (des balances). Pour réduire le nombre de tels cas, des chaînes Telegram telles que Antivoïénny Bolnitchny (Congé de maladie antiguerre) ou Anarkhia+ (Anarchie+) disposent déjà d'un nombre suffisant d'instructions pour comprendre rapidement les stratégies existantes d'autodéfense contre la persécution.

Il convient également de noter que les actions démarrent parfois spontanément. Par exemple, après qu'un missile russe a frappé une maison à Dnipro, les gens ont commencé à transporter en masse des fleurs, des jouets et des bougies vers des monuments associés à la culture ukrainienne. De telles initiatives d'en bas sont incroyablement encourageantes pour moi en tant que militante. En passant devant le monument à Lessia Oukraïnka (*ndlr : écrivaine ukrainienne, 1871-1913*), noyé sous les fleurs, je n'ai pu retenir mes larmes.

La troisième branche de résistance, et la plus radicale, est celle qui cause des dommages directs à l'appareil d'État. Les gens incendient les bureaux d'enrôlement militaire et sabotent les voies ferrées. De telles actions nécessitent des mesures de sécurité maximales et souvent la présence d'une organisation, même petite, comme un groupe de camarades. Un bon exemple est la BOAK (Organisation de combat des anarcho-communistes). Les femmes participent également à ces formes radicales de protestation. Une récente interview de FAS avec la BOAK a montré que dans de telles actions, le genre aide les femmes, en raison du sexisme

de la police et des possibilités élargies de déguisement.

Pouvez-vous donner des exemples et des résultats concrets de résistance ?

Mira : Les dégâts causés ne sont pas faciles à calculer même dans les actions directes. Par exemple, les-quelles des « perturbations soudaines » sur les chemins de fer sont réellement liées aux réparations, et lesquelles à la campagne « Arrête les wagons » ? On ne peut que constater que les « travaux de réparation » semblent plus fréquents et on peut supposer que cela est dû à la guérilla ferroviaire.

Plus de 50 bureaux d'enrôlement militaire ont été incendiés. Nous ne savons pas combien de cartes de conscrits brûlées cela implique, mais ce genre d'action terrifie le système et entrave son travail. Il est également difficile d'évaluer la lutte contre la propagande d'État. Selon *Meduza* (*ndlr : média d'opposition libéral*), le nombre de partisan-e-s de la guerre a diminué de moitié entre juillet et novembre 2022. Ici, quel rôle joue la sensibilisation antiguerre, et quel rôle jouent les succès de l'armée ukrainienne sur le front ? Mais une chose est sûre. Les militant-e-s antiguerre ont appris à vivre et à se battre dans la clandestinité, ce qui, je pense, est déjà une grande réussite.

Bella : Une parfaite illustration est la résistance partisane de citoyennes ordinaires, femmes âgées, qui ont vécu à l'époque de l'URSS et qui sont de gauche. Elles s'opposent à la guerre, en incendiant les bureaux de recrutement militaires.

Liliya : On a déjà mentionné les performances de rue. Ainsi, en mars, nous à FAS avons lancé la campagne

« Mariupol 5000 » : nos militantes érigent des croix commémoratives impromptues. Nous avons également soutenu la campagne de commémoration des victimes de l'attaque de missiles à Dnipro, lorsque les gens ont spontanément commencé à apporter des fleurs et des jouets sur des sites urbains associés à l'Ukraine. Je suis également la rédactrice en chef du samizdat anti-guerre *Jénskaya Pravda*, que nous collons dans les rues, laissons dans les parcs et mettons dans les boîtes aux lettres.

Le journal s'adresse aux mères et grands-mères, à qui nous donnons une opinion alternative dans un langage qu'elles comprennent, en montrant l'injustice, la persécution, des exemples positifs de résistance de la part des femmes âgées. On vient de publier le numéro 19, on a fait un numéro dans la langue toulvaïne et maintenant, on est en train de préparer des articles en bashkir et en tchouvache.

Qui compose la résistance féministe ? Quelle est sa motivation ?

Mira : La résistance est assez décentralisée, il est donc difficile de parler de sociologie. C'est dans la résistance féministe que les militantes gravitent généralement au moins vers la « gauche ». Beaucoup de leadeuses d'opinion libérales ont quitté le pays, beaucoup ont été emprisonnées. Je pense donc que les libérales, qui ont l'habitude de manifester par des piquets et des manifestations, sont encore un peu désorientées.

Les progressistes de gauche, en revanche, ont toujours sympathisé avec une certaine « illégalité » et étaient familières avec la décentralisation de la protestation, ce qui a aidé les initiatives antiguerre de gauche à survivre. Les militantes sont majoritairement dans les

«L'empire doit chuter. Les féministes de Russie sont solidaires de l'Ukraine.»

Rassemblement de membres de la Résistance antiguerre féministe, Cologne, 26 février 2023.



grandes villes (où il est plus facile de trouver des camarades et de s'organiser), elles ont également davantage de temps pour les actions, ce qui signifie qu'elles travaillent très probablement dans le domaine du travail intellectuel, où l'horaire n'est pas si contraignant. Quant à la motivation de la résistance féministe, elle est largement orientée contre le régime. Les militantes comprennent que la guerre est une conséquence terrible de tout le système.

Cependant, des femmes complètement différentes participent à des protestations spontanées contre la mobilisation. Auparavant, elles n'étaient pas contre l'État, mais maintenant, alors que leurs fils et leurs maris sont emmenés au front sans vêtements ni formation appropriés, désespérées, elles protestent adossées à ce chagrin personnel. La mobilisation touchant principalement les couches précaires de la population des régions pauvres, de telles initiatives y sont plus répandues.

Liliya : Il y a des volontaires de FAS dans environ 50 villes, grandes et petites, de Kaliningrad à Vladivostok. Nous sommes un mouvement de gauche composé majoritairement de féministes intersectionnelles. Mais on a des gens d'opinions différentes. Si on parle de l'âge, il y a des jeunes femmes et des femmes trans, mais il y a aussi des mères, des femmes de plus de 30 ans. Mais on ne collecte pas de statistiques. Pour être identifiée comme membre de FAS, il suffit de partager les valeurs de notre manifeste : horizontalité, anti-impérialisme, antimilitarisme. Tout d'abord, FAS a une motivation antiguerre. La guerre en Ukraine est notre principal problème maintenant. Toutes les autres questions,

nous les réservons pour des temps meilleurs.

Pourquoi les femmes (FAS, Comité des mères de soldats, etc.) réussissent-elles mieux que d'autres groupes sociaux à s'organiser pour s'opposer à la guerre ?

Liliya : Peu avant la guerre, de nombreux mouvements politiques avaient été purgés. Les féministes ont réussi à créer un réseau d'organisations au niveau des villes et villages. Nous nous connaissons toutes depuis longtemps, et cela nous a permis de nous organiser rapidement : nous avons publié notre manifeste le lendemain du début de la guerre. De plus, on concevait FAS à l'origine comme un mouvement horizontal, ce qui trouble les services de renseignement, le FSB,

car ils ne peuvent pas trouver qui est en charge. L'unité structurelle de notre mouvement est une cellule, ce qui n'est pas clair pour les forces de sécurité.

Comment la gauche d'autres pays peut-elle exprimer sa solidarité avec la gauche russe opposée à la guerre ?

Mira : Il est très important que le mouvement antiguerre soit visible. J'aimerais que plus de gens dans d'autres pays comprennent qu'en Russie, il y a un grand nombre de personnes qui sont contre ce qui se passe. Et l'idée de la Russie en tant qu'État au sein duquel le mécontentement gronde et où il y a des opposant-e-s actifs-ves à la guerre serait très utile. Après tout, le récit selon lequel Poutine et son gouver-

nement représentent les intérêts des Russes fait, dans une certaine mesure, le jeu des autorités.

Ce serait aussi cool si la gauche non russe essayait de faire comprendre à ses gouvernements qu'il ne faut pas négocier avec le régime de Poutine, mais miser sur son changement. Ce qui s'est passé après que la communauté mondiale a fermé les yeux sur l'annexion de la Crimée parle de lui-même; Poutine n'abandonnera pas ses ambitions impériales, il ne faut pas s'attendre à une politique étrangère différente de sa part. Et, bien sûr, il faut soutenir le courageux peuple ukrainien dans sa lutte. Le succès dépend de la situation au front.

Propos recueillis et traduits par Nadia Badaoui
Version intégrale sur notre site



Rassemblement en ouverture de l'Assemblée des femmes du parti HDP, Istanbul, 26 février 2023

International Turquie

ERDOGAN SOUS LE FEU DES CRITIQUES APRÈS LE SÉISME

Quelques semaines après le tremblement de terre meurtrier en Turquie qui a fait plus de 40 000 mort·e·s dans le pays, les critiques publiques à l'encontre du gouvernement de Recep Tayyip Erdogan ne cessent d'augmenter.

La fronde porte sur deux éléments principaux. Premièrement, la réponse aux tremblements de terre a été considérée par beaucoup comme insuffisante et inadéquate. De nombreux bâtiments effondrés ont été laissés sans surveillance et les gens se sont retrouvés sans électricité, sans eau et sans nourriture. Les équipes de secours manquaient d'équipement, d'expertise et de soutien pour venir en aide aux personnes piégées sous les décombres.

Affaiblissement des institutions publiques

L'une des raisons à cette situation est l'affaiblissement continu de l'Autorité turque de gestion des catastrophes et des urgences (connue sous l'acronyme AFAD), qui est l'institution responsable de la recherche, du sauvetage et de l'ap-

provisionnement de vivres en cas d'urgence. Ses effectifs et son personnel ont été réduits, diminuant considérablement son efficacité et sa capacité à mener des opérations de recherche et de sauvetage. En outre, de nombreux groupes de recherche et de sauvetage spécialisés et bénévoles n'ont pas pu apporter leur aide parce qu'ils ne pouvaient pas obtenir de certification de la part de la bureaucratie pro-AKP, le parti d'Erdogan.

Ce n'est pas la première fois qu'Ankara est dénoncée pour son incapacité à faire face aux catastrophes naturelles. Le gouvernement turc a déjà dû affronter d'importantes critiques concernant sa mauvaise réaction et son manque de préparation face au précédent tremblement de terre dans la région d'Izmir en 2020, et aux incendies de forêt à grande échelle en 2021.

Politique de construction sans sécurité

La deuxième source de colère s'est concentrée sur la mauvaise construction des bâtiments effondrés, laissant des dizaines de milliers d'habitant·e·s pratiquement sans aucune chance de survie.

Dans les régions touchées par le tremblement de terre, la construction de bon nombre des bâtiments effondrés, anciens et nouveaux, a été sous-traitée via des appels d'offres de l'État sous le gouvernement AKP; il s'agissait notamment d'institutions publiques, des bâtiments de l'AFAD et des hôtels de ville.

À la suite du tremblement de terre de 1999, le gouvernement a commencé à percevoir des « taxes sismiques » destinées à renforcer la résistance et la préparation du pays aux tremblements de terre.

Des nombreuses voix accusent le gouvernement turc de mauvaise gestion et de corruption dans l'utilisation des milliards collectés. Au lieu de garantir la sécurité, les taxes ont financé des projets du gouvernement AKP pour réaliser des gains politiques et enrichir des entrepreneurs progouvernement.

Cela représente plus d'une décennie de développement rapide de l'industrie de la construction combinée au copinage, en particulier des mégaprojets tels que deux nouveaux ponts sur les détroits du Bosphore et des Dardanelles, un nouvel aéroport massif dans la banlieue d'Istanbul et un nouveau palais présidentiel. Dans les régions touchées par les tremblements de terre, le gouvernement turc a délivré des centaines de milliers d'exemptions aux normes de sécurité parasismiques pour la construction de logements sociaux.

En réponse à ces critiques croissantes, Ankara a tenté d'apaiser la colère tout en recourant aux tactiques répressives habituelles pour faire taire les critiques. Les autorités turques ont émis plus de 130 mandats d'arrêt à l'encontre d'entrepreneurs liés à des bâtiments effondrés, dans le but de détourner la responsabilité et de donner l'impression de prendre des mesures contre les responsables de la faiblesse des infrastructures. En outre, le président turc a promis que des logements sociaux seraient construits pour toutes les survivant·e·s dans un délai d'un an et a alloué 10 000 livres turques (494 euros) à chaque famille touchée.

Dans le même temps, le gouvernement turc a tenté de faire taire toute forme de critique, notamment de la part des journalistes, par le biais d'interdictions, de détentions et d'enquêtes, tout en bloquant l'accès à Twitter et TikTok pendant certaines périodes.

Menace sur le pouvoir d'Erdogan Le gouvernement dirigé par l'AKP est conscient que de nouvelles critiques et la colère du public concernant sa mauvaise gestion de la réponse au tremblement de terre pourraient affaiblir ses chances de réélection – a priori en mai 2023 si les élections ne sont pas repoussées. Le pays est confronté à la crise économique la plus grave depuis l'arrivée au pouvoir de l'AKP en 2002, avec une inflation de plus de 80 % en glissement annuel, une chute de 30 % de la livre par rapport au dollar l'année dernière et un déficit de la balance courante du pays atteignant près de 5 % du PIB.

Joseph Daher

UNE NOUVELLE CRISE QUI S'AJOUTE À UNE TRAGÉDIE SANS FIN

Le tremblement de terre du 6 février 2023 a tué en Syrie au moins 6200 personnes et en a blessé près de 15 000, la plupart dans des zones hors du contrôle du régime syrien. Il a principalement touché les gouvernorats d'Idlib, d'Alep, de Lattaquié (et dans une moindre mesure de Hama).

Au moins 8,8 millions de personnes auraient été affectées par le tremblement de terre. L'ONU a appelé à réunir 397 millions de dollars permettant d'aider en urgence environ 5 millions de Syrien-ne-s sur une période de trois mois.

Plus de 30 États ont acheminé de l'aide humanitaire dans les zones contrôlées par le régime, pour un volume total estimé à plusieurs milliers de tonnes le 25 février. En comparaison, l'assistance humanitaire internationale au nord-ouest de la Syrie, dans les zones en dehors du contrôle du régime syrien, a été très restreinte et lente, alors qu'il s'agit des régions les plus touchées. Le premier convoi d'aide de l'ONU n'est entré que le 9 février, soit le quatrième jour après les tremblements de terre, par le passage de Bab al-Hawa. Le 25 février, le nombre total de camions des Nations Unies n'atteignait que 385, ce qui est bien inférieur au nombre moyen de camions entrant dans le nord-ouest avant le tremblement de terre, estimé à environ 600 par mois en 2022.

Contrôle de l'organisation et distribution de l'aide humanitaire

Suite au tremblement de terre, le régime syrien a tenté de réaffirmer la centralité de son pouvoir en essayant de contrôler, ou du moins d'influencer, l'organisation et la distribution de l'aide humanitaire dans tout le pays. Dans le nord-ouest de la Syrie, en dehors du contrôle du régime syrien, cette politique s'est traduite par l'approbation tardive par Damas, plus d'une semaine après le tremblement de terre, de la réouverture de

deux postes-frontières contrôlés par le gouvernement intérimaire syrien soutenu par la Turquie (Bab al-Salameh et al-Rai), par lesquels les Nations Unies sont autorisées à acheminer l'aide transfrontalière pendant trois mois.

Les autorités de Damas ont également bloqué pendant plusieurs jours un convoi d'aide, composé de 100 camions transportant du carburant et une équipe médicale, de l'Administration autonome du nord et de l'est de la Syrie (AANES) vers les quartiers de la ville d'Alep tenus par les Forces démocratiques syriennes (Cheikh Maqsoud et Achrafieh). Le régime syrien n'a accepté sa livraison qu'après avoir pris la moitié de la portion d'aide. Dans les zones contrôlées par le régime, les autorités de Damas ont cherché à contrôler la gestion de l'aide humanitaire par le biais des institutions gouvernementales et des réseaux du régime, empêchant toute initiative populaire et indépendante au niveau local.

Sortir de l'isolement politique

Le régime syrien a également tenté d'œuvrer contre son isolement politique au niveau régional et international. Les officiel-le-s syrien-ne-s et leurs allié-e-s ont lancé une nouvelle campagne appelant à la levée des sanctions occidentales, arguant qu'elles ont profondément entravé les interventions d'urgence et les opérations de secours humanitaire. Plus important encore, Damas instrumentalise cette nouvelle tragédie dans une tentative continue de faire avancer le processus de normalisation avec les acteurs régionaux et internationaux via des

appels au renforcement des relations politiques et économiques.

Une fois de plus, les Émirats arabes unis sont l'acteur principal dans la poursuite de ces efforts, dans une tentative continue d'harmoniser les relations entre les États arabes et la Syrie. Cela fait également partie d'une politique plus large visant à renforcer une forme de stabilité autoritaire dans la ré-

gion, qu'ils partagent avec d'autres pays influents tels que la Turquie, Israël et l'Arabie saoudite, bien que des différences existent sur les moyens d'atteindre un tel objectif. Le succès des normalisations du régime syrien reste cependant encore limité, seuls quelques États de la région ayant consolidé leurs relations avec Damas et se limitant généralement à une collaboration dans le domaine humanitaire.

Alors qu'aujourd'hui, la priorité est de maximiser la réponse humanitaire d'urgence pour les populations touchées en Syrie, en particulier dans les zones hors du contrôle du régime syrien. Celles-ci manquent de soutien international d'envergure, d'infrastructures et des équipements nécessaires. Des solutions pratiques doivent être trouvées pour encadrer et organiser un potentiel processus de reconstruction basé sur les intérêts des populations locales, et non sur le renforcement du régime syrien et la réalisation de ses objectifs. De même, il est toujours indispensable de reconstruire des réseaux démocratiques et progressistes cherchant à réunir et à bénéficier aux classes populaires syriennes dans le pays ainsi qu'aux millions de réfugié-e-s.

Joseph Daher

Bashar al-Assad en visite à Jableh (nord-ouest de la Syrie), 11 février 2023



Syrian Presidency

TRAVAIL DU SEXE, MATÉRIALISME ET SOLIDARITÉS

Tabou de société, impensé des organisations et partis de la gauche radicale, le travail du sexe manque d'alliés. Pourtant, dans une perspective féministe et matérialiste, ses enjeux doivent être intégrés dans notre compréhension des rapports de domination du système capitaliste et nos revendications d'émancipation collective.

Il est vrai que durant les premières vagues de la pandémie du covid, la précarité accrue des travailleuse·se·s du sexe (TDS) a fait l'objet de différentes actions de solidarité venues pallier l'absence de mesures politiques de soutien pour cette catégorie de la population. Ces campagnes ont permis une reconnaissance minimale du travail du sexe comme activité rémunérée méritant un régime de protection sociale. Elles ont également dénoncé le prisme hygiéniste qui poussait à interdire la réouverture des salons érotiques quand toutes les autres activités de soin à la personne reprenaient leur cours.

En règle générale, nous peinons aujourd'hui encore à considérer le travail du sexe comme une dimension à part entière de la division sexuée du travail dans une économie capitaliste et patriarcale, qui renvoie les femmes et les minorités de genre à la sphère reproductive, peu ou pas rémunérée. Nous peinons également à formuler des revendications politiques qui ne tombent pas dans le piège de la dénonciation morale d'une exploitation inhumaine du corps des femmes dans le cadre de la traite – argument central des mouvements abolitionnistes – ou dans des mesures comme la pénalisation des clients qui est largement décriée par les TDS elles-mêmes dans les pays où elle est appliquée, en France notamment.

Travail reproductif, travail sexuel, travail du sexe

Il existe pourtant des liens entre les luttes pour la reconnaissance et la

rémunération du travail ménager gratuit (*Wages for housework*), du début des années 70, et l'exigence de reconnaissance du travail du sexe comme travail (*sexwork is work*), formulée pour la première fois en 1978 par Carole Leigh, travailleuse du sexe et militante féministe américaine. Différent·e·s militant·e·s et théoricien·e·s féministe·s, s'inscrivant notamment dans une analyse féministe marxiste, se sont employé·e·s depuis plusieurs années à démontrer que le travail sexuel, rémunéré ou non rémunéré, s'inscrit dans la catégorie plus large du travail reproductif.

Ce travail est celui qui permet quotidiennement au système capitaliste de fonctionner, en engendrant des travailleuse·se·s et en permettant la reproduction de leur force de travail (leur faire à man-

ger, s'occuper de leur foyer, de leurs habits etc.). Dans cette perspective, les prestations sexuelles destinées aux hommes cis – qu'elles soient explicitement rémunérées comme dans le cadre du travail du sexe tarifé, ou non – s'inscrivent dans l'ensemble des activités reproductives; au même titre que le repassage, la préparation des repas, la prise en charge des enfants ou le travail affectif. Des activités reproductives que des femmes cis ou trans*, précaires, migrant·e·s depuis des pays périphériques de centres d'accumulation capitalistes sont toujours plus nombreuses à assurer, parce que d'autres femmes, blanches et moins précaires, rappelées sur le marché du travail pour répondre aux exigences de productivité toujours plus élevée de la machine capitaliste, ne peuvent plus l'assurer.

La spécificité du travail du sexe réside dans sa criminalisation et stigmatisation historique, empreinte de panique morale et religieuse; symbole d'un patriarcat qui refuse d'accorder aux femmes et aux personnes trans* et non-binaires une autonomie totale dans la manière dont elles disposent de leurs corps.

Pour des conditions de travail dignes et l'auto-organisation des TDS

Pour des organisations comme la nôtre, il est donc nécessaire de ne pas différencier les TDS du reste des travailleuse·se·s de la sphère reproductive. Nous devons combiner des revendications comme le salaire minimum pour tou·te·s, qui bénéficierait notamment aux travailleuse·se·s du secteur largement informel de l'économie domestique, ou la revalorisation des métiers du secteur de la santé ou de l'éducation à une dénonciation des politiques qui viennent accroître la précarité accrue dans laquelle elles doivent exercer leur activité.

On pense notamment à la réduction de moitié du territoire alloué à la prostitution de rue à Lausanne (voir *solidarités* n° 348) ou aux tentatives, jusqu'ici infructueuses, d'une partie de la droite de l'échiquier politique de pénalisation des clients des TDS. Nous devons également soutenir toutes les initiatives d'auto-organisation des TDS. Dans un contexte politique suisse où il n'existe pas de syndicat des TDS (à l'image du STRASS en France) et où les mouvements féministes peinent à faire de ces enjeux un axe d'intervention politique, la solidarité est de mise pour travailler à l'émancipation collective.

Noémie Rentsch Clara Almeida Lozar

Tronçon de travailleuse·se·s du sexe de la marche de la journée internationale des luttes féministes 2018 à Londres



RIVALITÉ, NOM FÉMININ

Une récente polémique a permis de révéler le livre *Rivalité, nom féminin* de la journaliste française Racha Belmehti. Un ouvrage essentiel pour déconstruire le mythe de la rivalité féminine.

À l'heure où le concept de sororité se démocratise, l'essai choisit de décortiquer une thématique d'envergure : la rivalité féminine. Dans son ouvrage *Rivalité, nom féminin*, paru en 2022, la ligne directrice est formelle : laissons enfin la parole aux femmes pour traiter ce sujet dont nous sommes les principales concernées. Ainsi, l'autrice interroge uniquement des témoins et expertes qui s'identifient au genre féminin. Si la rivalité entre les femmes est directement liée à l'impact de l'influence « patriarcapitaliste » de notre société, elle souligne aussi notre difficulté à renverser la domination masculine alors que nous sommes déjà trop occupées à nous tirer dans les pattes.

Alors que l'ouvrage débute par une énumération des (trop nombreux) domaines dans lesquels la détestation féminine et l'affirmation de son infériorité est illustrée et constamment réactualisée – littérature, cinéma, musique ; mais aussi de manière plus enracinée dans la mythologie et la science – Racha Belmehti nous rappelle que l'extrême droite participe aussi de cette dévalorisation en considérant l'émancipation des femmes et la dévirilisation des hommes comme une décadence pour notre société contemporaine.

Intégration ou révolution

Depuis la *manic pixie dream girl* jusqu'au syndrome de la Schtroumpfette, l'essai nous enseigne des termes inhérents à notre condition féminine et notre éternelle inclination à nous mettre en compétition les unes par rapport aux autres – le terme Schtroumpfette renvoie par exemple à l'idée

qu'il n'y aurait de la place que pour une seule femme au sein d'un groupe complètement masculin.

Un autre mécanisme sur lequel Racha Belmehti met l'accent est celui du *boys' club*, qui consiste en un groupe de solidarité masculine s'assurant un certain pouvoir en créant l'union (pensons par exemple aux cinéastes de la Nouvelle Vague) et qui tend à bannir systématiquement les femmes. Pour intégrer cet entre-soi, celles-ci devront imiter les comportements de leurs collègues masculins et dénigrer ainsi leurs consœurs.

Le chapitre que je retiens tout particulièrement concerne la dénonciation d'une autre sorte de féminisme que Racha Belmehti qualifie de « féminisme BBP » (Blanc Bourgeois Patriarcapitaliste). Il s'agit pour certaines femmes d'une volonté de disposer des mêmes droits que les hommes sans pour autant remettre en question notre société et ses travers. Ainsi, le terme *businesswoman* apparu ces dernières années renvoie à la réussite d'une femme (une seule) qui assume la responsabilité de diriger des employé·e·s au sein d'une entreprise.

Loin de remettre en question les conditions de travail des femmes, cet autre féminisme souhaite imiter les automatismes d'oppression masculine et, comme l'autrice le résume bien, obtenir « une égalité des chances de dominer ». Plutôt qu'un changement de société radical, ce que propose le féminisme BBP n'est qu'une autre façon de servir le patriarcat et le libéralisme.

Une navrante illustration

Nous pouvons d'ailleurs nous attrister que ce soit la récente



Le syndrome de la Schtroumpfette se réfère aux œuvres dans lesquelles un groupe d'homme n'est accompagné que d'une seule femme, en général définie de manière stéréotypée.

polémique au sujet de *Quotidien*, célèbre émission télé française, qui a finalement permis à ce livre d'être mis en lumière. À la mi-février, la maison d'édition qui a publié l'ouvrage reçoit une demande de service de presse urgente de la part de *Quotidien* et s'empresse d'envoyer un exemplaire. Le soir de l'émission, la chroniqueuse Ambre Chalumeau, qui accueillait sur son plateau Rachida Dati (dont la rivalité avec Anne Hidalgo a été constamment mise en scène au fil de sa carrière politique), aborde le sujet de la rivalité féminine et reprend des exemples issus du livre de Racha Belmehti.

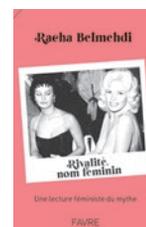
Or, ni le titre de l'ouvrage ni le nom de l'autrice ne seront cités au cours de cette émission. Alors que Belmehti révèle cette injustice sur les réseaux sociaux (« Mon travail est devenu le sien en une poignée de secondes »), l'opinion publique s'enflamme au cours du weekend. Elle contraint la journaliste à donner des explications en fin d'émission le lundi, laquelle défend que le livre n'a pas été ouvert et que les exemples ayant servi à sa chro-

nique étaient tirés d'Internet et de ses connaissances personnelles.

Au-delà des sentiments mitigés qui se dégagent de cette déclaration vite évacuée, il n'est pas inintéressant de se demander pourquoi la chroniqueuse n'a pas plutôt choisi de soutenir l'autrice. Une simple mention du livre auraient suffi à dissiper le conflit et encourager le travail d'une autre femme, qui est loin de bénéficier des privilèges Blancs Bourgeois Patriarcapitalistes...

Comme l'énonce Racha Belmehti : « *Les dominés doivent rester soudés pour ne pas chuter.* » C'est par l'union que nous pourrions changer les choses et son ouvrage *Rivalité, nom féminin* nous rappelle que la lutte n'est pas terminée.

Iuna Allieux



Racha Belmehti, *Rivalité, nom féminin. Une lecture féministe du mythe*, Lausanne, Favre, 2022

JAB
CH-1211 Genève 2
P.P. / Journal



Journal solidaritéS - Case postale 2089 - 1211 GENEVE 2

solidaritéS

417

3 03
2023

C'est quoi
ce journal ?

Vous tenez en main le journal du mouvement anticapitaliste, féministe et écosocialiste solidaritéS, présent avant tout aujourd'hui dans les cantons de Genève, Vaud, Fribourg et Neuchâtel.

Il joue un rôle indispensable du point de vue de l'information alternative en Suisse

romande, afin que soient relayées les expériences de résistance, dans un contexte mondial où les inégalités se creusent.

Du local au national en passant par l'international, notre bimensuel donne des infos et des clés de lecture sur les thématiques qui nous concernent toutes et tous (travail, santé, logement,

politique internationale, rapports de genre, économie, écologie, culture...).

C'est une gageure de publier un journal militant qui offre à nos lecteurs et lectrices des points d'appui pour les luttes actuelles et à venir; mais il faut bien penser pour agir!

Abonnez-vous !

Abonnements

SOUTENEZ- NOUS, ABONNEZ- VOUS!

- Annuel fr. 80
- Étudiant-e-s, AVS, AI Chômeurs-euses 40
- Soutien 150
- 3 mois à l'essai gratuit!

Vous pouvez vous abonner sur Internet:
solidarites.ch/abonnement

→ solidaritéS

Case Postale 2089
1211 Genève 2
ou abos@solidarites.ch
ou +41 22 740 07 40

Pour vous abonner, modifier votre abonnement, pour tout changement d'adresse ou toute question concernant l'envoi du journal:

Sommaire

- 3 **National**
Que signifie « défendre la neutralité de la Suisse » ?
- 4 **National**
Transports publics gratuits: déni démocratique climatique
- 5 **Genève**
#ECGE2023: Votez pour nos candidates engagées sur le terrain!
- 6 **Genève**
Démocratisons enfin les institutions publiques genevoises!
- 7 **Queer**
Y a-t-il une loi trans pour tout le monde ?
- 8 **International**
Iran: un soulèvement féministe intersectionnel et révolutionnaire
- 9 **International**
La gauche ukrainienne face à la guerre
- 10-11 **En mouvement**
Résistance féministes en Russie
- 12 **International**
Turquie: Erdogan sous le feu des critiques après le séisme
- 13 **International**
Syrie: une nouvelle crise qui s'ajoute à une tragédie sans fin
- 14 **Féminisme**
Travail du sexe, matérialisme et solidarités
- 15 **À lire**
Rivalité, nom féminin

Soutien aux organisations indépendantes et réseaux militants de l'intérieur!

Vaud
Folklor: à quand des nuits sûres?

